

Lettre à monsieur Jan Van Eck

Jean-Pierre Chrétien

24 février 2000

A l'attention de :

Monsieur Jan Van Eck

Consultant Centre for conflict resolution

Africa Project University Cape Town r PB 7701 Rondebosch South Africa

Email : jvaneck@iafrica.com

Cher Monsieur,

Je viens de voir dans des dépêches d'agence que certains des propos tenus par Monsieur Nelson Mandela durant la séance d'ouverture de la reprise des négociations d'Arusha sur le Burundi avaient suscité la colère des formations politiques exprimant la sensibilité tutsi dans ce pays. Il aurait déclaré notamment « *qu'une minorité de 14 à 15 % d'une population de six millions d'âmes monopolise le pouvoir politique, économique et militaire* ». Cette phrase, citée hors de son contexte, l'émotion qu'elle suscite et aussi les commentaires plus ou moins venimeux ou simplistes de nombre d'observateurs médiatiques, me paraissent engendrer une atmosphère inquiétante, pour ne pas dire extrêmement préoccupante, qui est de très mauvaise augure pour la suite des négociations en cours et de leur application. Or tous les amis du Burundi voient, il faut en convenir, dans ces négociations une chance ultime à ne pas gaspiller.

Comme vous le savez sans doute, je connais quant à moi ce pays depuis 1964. J'y ai enseigné dans des établissements secondaire et supérieur, j'y ai mené des recherches historiques dans toutes ses régions et j'ai publié sur son passé ancien ou récent. Je crois maintenant de mon devoir de vous faire part en urgence de mon appréciation de cette situation. Notre brève rencontre sur l'aéroport de Bujumbura en mai 1999 et les échos que j'ai recueillis sur votre action à Arusha depuis déjà des années me conduisent à m'adresser d'abord à vous. Je ne peux hélas m'exprimer qu'en français, mais je serai bref et je vous autorise par avance à traduire mes propos à l'intention de qui vous jugerez utile de le faire. Cette lettre est personnelle, mais n'a rien de confidentiel.

La considération de Monsieur Mandela sur l'injustice qui règne dans la société et la politique burundaise quant à la répartition des responsabilités et des avantages (dans le contexte d'une économie par ailleurs misérable) entre Hutu et Tutsi relève du bon sens, elle correspond à une réalité historique dans ce pays, du moins depuis le début des années 1970. Ce rappel devait donc être fait. Certes l'arithmétique 15 % - 85 % est devenue en fait (il ne faut pas l'oublier) un slogan employé par les groupes génocidaires tant au Burundi qu'au Rwanda

comme l’emblème numérisé d’une exclusion méritée des Tutsi et cette formule pouvait être évitée. Mais le déséquilibre « *ethnique* » dans la société est une vérité qui devait être dite et je ne suis pas d’accord avec certains commentateurs qui explique que Mandela aurait dû être plus « *diplomate* ».

Au point de déchirure atteint par ce pays, la paix ne peut reposer que sur la vérité. Mais le problème est que cette vérité est partielle et qu’il faut avoir toujours en tête et à la bouche toute la vérité, toutes les vérités. Au Burundi les torts sont éminemment partagés. Ce qu’on appelle le « *pouvoir tutsi* » (en fait celui d’une faction issue de la région méridionale) porte une lourde responsabilité dans le blocage de la situation depuis trente ans. Mais depuis quarante ans des groupes politiques hutu (PP, Palipehutu, CNDD, etc.) ne rêvent que d’importer au Burundi le modèle ethniste ou « *ethno-social* » qui a tristement sévi au Rwanda, celui de la dictature soi-disant démocratique d’une majorité ethnique conçue comme autochtone et populaire en même temps.

C’est au nom de ce modèle raciste que ces groupes ont clairement opté à plusieurs reprises (en guise de conscientisation, de provocation ou de représailles) pour la « *solution* » des tueries contre les paysans tutsi, en octobre 1965 à Muramvya, en avril-mai 1972 au sud du pays, en octobre 1993 dans toute la moitié centre et nord du pays, etc. Ils ont inlassablement tenu à justifier l’extermination de simples gens pris comme otages d’une politique qui les dépassait et n’ont guère caché, au moins officieusement, leur volonté d’un règlement final à l’égard des Tutsi.

Cette réalité est aussi incontournable et aussi têtue que celle de la marginalisation des Hutu (d’ailleurs en partie issue de la méfiance induite par ce projet d’exclusion des Tutsi), du moins au sein des élites de l’une et l’autre catégorie. Il faut donc rappeler à la classe politique tutsi la nécessité de partager le pouvoir sous toutes ses formes. Mais il faut aussi rappeler aux leaders qui prétendent parler au nom des Hutu la nécessité de respecter les droits des Burundais tutsi, à commencer par leur droit à la survie, avec la réflexion qui en découle sur les garanties et les contrepoids. C’était ces deux vérités fortes que les hommes de bonne volonté attendaient au Burundi.

Je dois vous faire [part] – je connais beaucoup de monde au Burundi hors des cercles souvent frelatés du pouvoir – que la déception y est immense. Un collègue, dont je connais la modération, m’écrit : « *si je comprends bien ce qu’a dit Nelson Mandela, tu nous trouveras une papeterie pour commander bientôt nos cartes d’identité ethnique* ». Un quiproquo tragique est donc en train de s’instaurer à l’égard de celui qui a incarné en Afrique du Sud la justice au service d’une reconstruction nationale et le refus des identités « *raciales* » au profit d’un projet de citoyenneté, en particulier le refus du recours à un racisme « *bantou* » si bien utilisé par le pouvoir de l’apartheid et devenu aujourd’hui à la mode en Afrique centrale. Alors, franchement, je me demande si Nelson Mandela, pour lequel j’ai une immense admiration, pour lequel j’avais manifesté tant de fois quand j’étais plus jeune et qui a témoigné d’une telle lucidité sur les conditions de sortie de l’apartheid, ne perçoit pas mieux qu’on ne le croit la complexité du dossier burundais et s’il n’est pas victime des commentaires unilatéraux de certains observateurs ou des mises en scène intéressées des extrémistes des deux

bords (voir les déclarations de leaders tutsi à Bujumbura, mais aussi la position jubilatoire du site internet allemand de l'intégrisme hutuiste dit « *Burundi Bureau* »).

J'ai en effet entendu sur RFI et lu dans certaines dépêches des propos de Monsieur Mandela qui ne se réduisent nullement à la petite phrase que l'on cite partout. Dans ce cas, il faudrait de façon forte et intelligible et de toute urgence rappeler les positions réelles du médiateur dans leur intégralité. Mais pour continuer à parler franchement, comme j'ai appris à être profondément déçu par d'éminentes personnalités que j'avais beaucoup respectées en un autre temps (je pense à François Mitterrand et à Julius Nyerere), je m'inquiète d'un point. Nelson Mandela n'est-il pas tenté éventuellement par un rapprochement excessif entre l'ancienne Afrique du Sud et le Burundi actuel ? Or, je n'ai pas entendu dire que le mouvement noir sud-africain, aux moments les plus aigus de sa lutte contre l'apartheid, ait eu dans son programme l'extermination des Sud-Africains blancs. Et la comparaison même entre ces derniers et les Tutsi serait un étonnant contresens historique, consistant précisément à cautionner une logique d'apartheid dans la région des Grands Lacs au moment où on veut la neutraliser. Au nom de quelle idéologie devrait-on comparer des colons européens arrivés entre le XVI^{ème} et le XIX^{ème} siècle avec une catégorie sociale d'Africains dont les ancêtres coexistent avec ceux du reste de la population de cette région depuis deux millénaires.

L'assignation de la minorité tutsi au cliché d'une race étrangère et conquérante, selon un schéma omniprésent à l'époque coloniale et repris par l'idéologie de la « *révolution sociale* » rwandaise (dont un des grands défenseurs, le colonel belge Logiest, était aussi un grand admirateur de l'apartheid), est le fondement de la logique génocidaire qui menace le Burundi exactement comme le Rwanda. Cette logique a été mise en œuvre au Rwanda, même après 35 ans de dictature hutu. Or cette idéologie transparaît à peine masquée dans de nombreux documents qui ont circulé à Arusha, lors des interminables sessions destinées à négocier la réécriture du passé burundais, au lieu de parler de l'avenir. Et il est tout de même difficile d'oublier si vite, que de nombreux militants burundais du Palipehutu réfugiés au Rwanda ont participé très activement au génocide de 1994. Erreur au nord de la Kanyaru, vérité au sud ?

En conclusion, je vois mal comment on pourra faire évoluer les sociétés rwandaise et burundaise si la communauté internationale ne fait pas admettre (au lieu souvent de lui apporter une caution morale) le caractère intrinsèquement pervers de l'idéologie qui fonctionne dans cette région depuis quelques décennies. La fin du conflit suppose aussi cette révolution copernicienne dans la classe politique burundaise dans son ensemble. Sinon les extrémistes hutu se sentiront confortés dans leur bonne conscience, les extrémistes tutsi dans leur exploitation de la peur et les Burundais simples, fatigués de guerre et de politicaillerie, seront confortés dans leur désespoir.

J'ajouterai un commentaire peut-être impertinent, au double sens de ce terme : j'ose espérer que la seule lecture en anglais sur le Burundi du président Mandela n'est pas l'ouvrage du politologue franco-américain René Lemarchand, intitulé *Burundi. Ethnocide as discourse and practice* Cambridge University

Press, 1994, 206p. Cet auteur, après avoir publié en 1970 un excellent ouvrage critique sur les politiques contemporaines du Rwanda et du Burundi, défend systématiquement depuis au moins 1988 les thèses d'un front uni des Hutu et plus particulièrement celles du Palipehutu (cf. son article publié au Danemark en 1989) et, tout aussi systématiquement, il s'emploie à disqualifier les auteurs qui mettent en lumière la gravité du piège ethniste dans cette région.

Ajoutons qu'il n'a cessé de comparer le Burundi à l'Afrique du Sud, ce qui explique ma question (voir sur cet ouvrage le compte-rendu ci-joint). La situation est trop grave au Burundi pour que chacun n'assume pas la responsabilité de ses écrits et de ses propos et je souhaite quant à moi ne pas avoir, comme ce fut le cas pour le Rwanda, raison trop tôt quant aux dérives et aux explosions qui menacent le Burundi.

Cher Monsieur Van Eck, je vous remercie très vivement de votre attention. Je souhaite très sincèrement que la paix soit réalisée au plus vite au Burundi et qu'elle soit aussi une nouvelle victoire de Nelson Mandela sur les forces négatives qui menacent aujourd'hui l'Afrique.

Paris, le 24 février 2000

Jean-Pierre CHRETIEN

Directeur de recherche au CNRS

Directeur du laboratoire Afrique de l'Université de Paris 1

Auteur de *L'Afrique des grands lacs - Deux mille ans d'histoire*

Aubier-Flammarion